



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1116
24 novembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 24 NOVEMBRE 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE
L'ÉRYTHRÉE AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la déclaration que le Ministère des affaires étrangères de l'État d'Érythrée a publiée le 24 novembre 1998, et qui se passe de commentaires.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Haile MENKERIOS

ANNEXE

L'Éthiopie verse des larmes de crocodile
sur les incendies qu'elle a allumés

Le Gouvernement éthiopien fait courir le bruit que "l'Érythrée a intensifié le bombardement de ses positions sur les fronts de Zalambesa et Badme". Addis-Abeba a en outre cherché à dénaturer les faits et à lier "l'intensification des bombardements" aux pourparlers de paix en cours.

Tout d'abord, c'est le Gouvernement érythréen qui a toujours demandé la cessation des hostilités à titre de mesure de désescalade et afin de créer un climat plus favorable aux pourparlers de paix. Cette demande expresse a été introduite par l'Érythrée à la Réunion ministérielle qui s'est tenue le 2 août 1998 à Ouagadougou. S'il n'y a pas été donné suite, c'est parce que l'Éthiopie a refusé d'accepter un arrangement quelconque concernant un cessez-le-feu officiel. De surcroît, à la douzième Conférence des pays non alignés, tenue en septembre à Durban (Afrique du Sud), l'Érythrée a approuvé sans réserve le projet de résolution dans lequel les deux parties étaient priées d'accepter une cessation des hostilités. Cette clause a toutefois été omise de la version finale, à cause de l'"opposition véhémente de l'Éthiopie".

À la réunion que la délégation de haut niveau de l'OUA a tenue à Ouagadougou les 7 et 8 novembre, l'Érythrée a de nouveau cherché à obtenir un accord sur la cessation des hostilités. Mais l'intransigeance de l'Éthiopie a empêché tout arrangement.

Tels sont les faits. L'Érythrée n'a rien à retirer d'une escalade du conflit et tous les efforts qu'elle a déployés ces cinq derniers mois n'ont visé qu'à chercher le moyen de réduire la tension. Cela ne l'empêche pas de riposter aux tirs d'artillerie et elle subit régulièrement les provocations de l'Éthiopie, ce qu'a admis son ministre des affaires étrangères la semaine dernière, lorsqu'il a déclaré qu'il y avait "des échanges sur tous les fronts, quasiment tous les jours".

L'Érythrée réitère son appel en faveur de la cessation immédiate de toutes les hostilités, ce qui mettra fin à tous les échanges de tirs d'artillerie. Elle réaffirme qu'elle continuera de faire preuve de la plus grande retenue devant les provocations persistantes de l'Éthiopie. L'Érythrée affirme en outre que le déploiement d'observateurs ou de contrôleurs indépendants, qui a dans le passé fait l'objet d'objections de la part de l'Éthiopie, contribuerait à éviter ces échanges d'artillerie et permettrait à tout le moins de déterminer, de manière indépendante, qui est responsable du déclenchement des échanges de tirs d'artillerie.

Le Gouvernement érythréen tient en outre à souligner que les dégâts et le danger résultant d'échanges sporadiques de tirs d'artillerie, si graves soient-ils, ne sont rien à côté des dégâts et du danger qu'entraînent la déportation persistante massive, illégale et inhumaine d'Érythréens d'Éthiopie et le maintien en détention, dans des camps de concentration, de milliers d'Érythréens, dont des étudiants relevant d'un programme d'échange. Le nombre de déportés dépasse actuellement les 36 000, et l'Éthiopie ne prend même plus la

/...

peine d'inventer des prétextes pour ces expulsions. Il est déplorable et révélateur que l'Éthiopie poursuive en toute impunité ses violations flagrantes des droits de l'homme. Bien que, d'une manière générale, ses appels n'aient pas été entendus, l'Érythrée demande une fois de plus à la communauté internationale de condamner publiquement le déracinement d'une communauté tout entière et de prendre des mesures d'urgence pour y mettre fin.
